49e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 30 28 JUILLET 1932

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Malaise général dans le monde : — En Espagne ; — II. En Autriche ; — III. En Allemagne ; — IV. En Russie. — V. Japon, Chine et Russie en Mandchourie. — VI. Apathie et indifférence politique aux Etats-Unis. — VII. Un pays catholique : la Hongrie. — VIII. Une transformation extraordinaire : le Ruanda.

I

Il y a, au début de la récente Encyclique du pape Pie XI, *Caritate compulsi*, quelques phrases très fortes sur la situation générale du monde à l'heure actuelle. Le Saint-Père y parle des maux qui accablent l'humanité et spécialement du chômage ; mais il insiste sur les maux d'ordre moral et spirituel : « Les partis avides de bouleversement en profitent, dit il, pour leur propagande. *Aussi l'ordre public est-il toujours plus menacé et les dangers du terrorisme et de l'anarchie pèsent-ils toujours plus graves sur la société...* »

Il suffirait de lire les sommaires des Revues, pour se rendre compte de la frappante vérité de ces paroles pontificales. Partout on rencontre des titres comme les suivants : « Les Evénements d'Extrême-Orient, » — ou bien : « Les inquiétudes de l'Autriche, » — ou encore : « A travers la Russie bolchéviste, — Que se passe-t-il au Mexique ? » etc., etc.

Tournez vos regards au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest : de tous côtés vous apercevez des signes de troubles et des motifs d'incertitude pour l'avenir. Les correspondances privées, — dont certes aucun cabinet noir ne nous a livré le secret, — doivent sûrement contenir l'expression des anxiétés dont tous les cœurs sont assaillis. Les journaux ne nous apportent chaque jour que des nouvelles inquiétantes ; ils nous montrent les chefs des peuples engagés continuellement en des négociations compliquées et en des recherches obscures et stériles, qui se donnent pour but de tranquilliser les nations, sans aboutir à autre chose qu'à les affoler davantage.

Rarement l'impuissance humaine s'est révélée d'une façon plus frappante et plus navrante. Rarement, par suite, la nécessité de recourir au secours divin s'est affirmée d'une manière plus positive. Nous voudrions que ce soit aussi la conclusion de ceux qui liront ces quelques notes prises dans les Revues les plus compétentes, et au moyen desquelles nous allons essayer de faire un tour d'horizon dans notre turbulente planète.

* *

Le P. Paul Dudon, dans les *Etudes* du 20 mai, a intitulé un article : *La République espagnole : Après un an d'existence*. Il faut croire que c'est là un thème d'actualité, car je relève dans la revue américaine *The Commonweal*, du 1er juin 1932, un article de Robert Sencourt, qui a pour titre : *A year of the spanish Republic*, « Une année de la République espagnole. » — La *Revue hebdomadaire* du 9 avril avait déjà publié un article : *Où va l'Espagne ?* L'avantage de ce dernier travail est qu'il émane d'un auteur, Paul Bartel, qui est allé se documenter sur place. Il sait que l'Espagne est une terre à surprises, en sorte que ce qui est vrai aujourd'hui peut être à l'encontre de la vérité demain. « Pendant deux mois, écrit il, j'ai vécu dans les milieux les plus divers. J'ai fréquenté les politiciens de toutes les nuances, et, partout où j'ai pu pénétrer, j'ai interrogé les gens, espérant ainsi trouver l'âme réelle de l'Espagne. Espagne neuve qui cherche et qui tâtonne ; Espagne qui, après s'être bornée jusqu'ici au rôle difficile de conservatrice des antiques valeurs spirituelles, s'est débarrassée soudain de toute sa nonchalance centenaire ; Espagne jeune et tout éclatante de force et de richesses inexploitées, qui veut marcher et marchera désormais au pas des autres nations ! »

En somme, c'est juste au moment où la *civilisation scientiste*, toute pénétrée de technique et d'utilitarisme, arrive, dans les nations les plus « avancées, » à une impasse et semble n'avoir plus qu'à sauter dans l'abîme ou à faire à toute vitesse machine en arrière, que l'Espagne, jalouse des succès ironiques de ces nations, se hâte d'imiter leurs fautes et d'entrer dans la route qui mène à la ruine.

Ce que soulignent tous les articles que nous avons sous les yeux, c'est la différence qui existe entre ce que pense le peuple et ce que professent ou affirment ses prétendus représentants.

Les lois constitutionnelles s'ouvrent par cette phrase « L'Espagne, usant de sa souveraineté et représentée par les Chambres constituantes, décrète et sanctionne cette Constitution. » « C'est là, écrit le P. Dudon, une de ces fictions modernes, dont l'habitude a émoussé le mensonge et l'ironie.

En réalité, il aurait fallu écrire : « A l'Espagne, qu'elles entendent représenter, les Chambres constituantes imposent la présente Constitution. » Difficilement, le suffrage universel arrive à former un Parlement qui exprime le sentiment vrai d'une nation. Le Parlement espagnol de 1931, on peut le dire hardiment, n'est qu'une caricature du peuple espagnol. » De même, Robert Sencourt, invoquant les témoignages du correspondant du *Times* et de Henri Béraud, auteur du livre *Emeutes en Espagne,* maintient que la majorité du peuple espagnol est monarchiste et le demeure, que le succès des républicains a été un coup de surprise, qui les a étonnés eux-mêmes. De son côté, Paul Bartel écrit :

« La première impression qu'on ressent à la frontière espagnole est celle d'un pays aux abois. Partout des agents et des gardes civils armés jusqu'aux dents qui vous toisent sans mot dire, et surveillent votre moindre geste,... que vous soyez à la douane ou au buffet, ou même sur le quai achetant un journal ou des fruits. On sent d'ores et déjà que le gouvernement n'a qu'une confiance médiocre dans la tranquillité du peuple. Quand on avance dans le pays, cette impression se confirme. Et si, comme toujours, le monde rit, chante et danse jusque dans les trains, on sent que la bataille est dans l'air. On peut s'attendre à tout. »

Un point sur lequel il existe un dissentiment évident entre le peuple espagnol et ceux qui détiennent actuellement ce qu'on nomme, dans notre politique mécanisée comme tout le reste, « les leviers de commande, » c'est la question religieuse. Il n'y a pas au monde, affirme Sencourt, de pays où les gens aillent à l'église autant qu'en Espagne. Des quantités de fidèles assistent à la messe chaque jour ; tous les dimanches, les églises ne cessent de se remplir aux nombreuses messes de la matinée. Il n'y a pas de doute que l'Espagne demeure le pays le plus catholique de l'univers. Ne croyons pas que le mouvement actuel, si nettement anticlérical, signifie que l'Espagne a renié ses traditions séculaires et qu'elle renonce à sa foi ! Non, il veut dire tout simplement que le pouvoir a été pris, à la suite d'élections confuses et probablement truquées, par un parti d'intellectuels en connexion étroite avec la franc-maçonnerie internationale, dont l'idéal est celui de la Révolution française : domination bourgeoise, sous le couvert de la souveraineté du peuple. Pour comprendre ce phénomène, il suffit de se rappeler que le peuple ne sait à peu près jamais, ne peut pas savoir, surtout à l'époque actuelle, la portée de son vote. Il est dans le fond assez sceptique sur les résultats. Il fait en politique comme en médecine : il ne comprend rien à la science médicale et ne veut voir que les résultats ; il fait une réputation à celui qui a guéri une fois, alors que le hasard y était peut-être pour autant que la science du guérisseur, et quand un médecin trompe ses espérances, il recourt aux charlatans. La politique démocratique est, pour une grande part, du charlatanisme. Les candidats-députés, c'est-à-dire les candidats souverains, font des promesses et le peuple, lui, fait des expériences. Il les paie très cher le plus souvent, mais il a toujours l'espoir que « ça ira mieux. » Il change donc d'idoles politiques comme de chemise et parfois plus souvent.

Les chefs républicains ont promis à l'Espagne du travail, du bien-être, de la liberté. Le peuple les a crus, la République est arrivée. Elle a tué la confiance ; les capitaux ont pris peur, les entreprises se sont prudemment restreintes, de riches Espagnols ont quitté le pays. Les lois sont devenues incertaines ou chancelantes. Les partis extrémistes ont bouleversé et menacé les régionalismes locaux. L'influence de Moscou est apparue et avec elle l'ombre de la ruine et de l'anarchie. Le trafic touristique a diminué fortement. La République a donc accru la misère. — De la liberté, elle n'a donné que le mot. Les journaux sont traqués. Les grévistes, menacés de la mitrailleuse, s'indignent de la tyrannie qui les oppresse. L'idée monarchique, loin de perdre de la force, en a gagné depuis un an. A en croire Robert Sencourt, si « 50 % des Espagnols étaient pour la monarchie, il y a un an, 75 % sont pour elle aujourd'hui. » Dans un livre récent, intitulé « *Rectificacion de la Republica* », — un titre éloquent, — l'écrivain Ortega Gasset, qui fut un partisan si déterminé du régime nouveau, écrit cette phrase désabusée : « Pourquoi, oh pourquoi, la vie est-elle devenue si triste et amère sous la douce clarté de l'aurore républicaine ? »

Si les monarchistes espagnols étaient capables d'organisation, si l'exil faisait réfléchir leurs chefs, si leur vue allait jusqu'aux sources du mal, s'ils prenaient la résolution de vivre plus près du peuple, de partager sa vie, ses peines, sa foi, et d'alléger ses maux à force de charité et de justice sociales, il n'est pas douteux qu'ils auraient la partie belle. En fait, les observateurs impartiaux ne croient guère au retour immédiat d'Alphonse XIII. Les probabilités sont pour une période très dure d'agitation révolutionnaire, marquée d'émeutes communistes, aboutissant peut-être à l'anarchie et suivie aussitôt d'une puissante réaction catholique et royaliste, ou d'une décomposition de l'Espagne en unités politiques distinctes.

La République espagnole a fait tout ce qu'elle a pu pour faire croire qu'elle était venue au monde sous la poussée populaire vers un idéal de liberté et de justice, et qu'elle s'était intronisée « dans une atmosphère de roses et de lilas, sans dresser de potences ni épauler de fusils. » Or, déclare Paul Bartel, rien n'est plus faux que cette affirmation. « La République espagnole est venue au monde parce que certains éléments révolutionnaires ont apporté leur puissant appoint au mouvement anti-monarchiste qui, depuis la dictature, couvait dans les universités, la bourgeoisie et certains cercles littéraires. Et le jour même des élections municipales, les communistes rappelaient à Alcala Zamora qu'ils disposaient de

moyens autrement puissants que de simples bulletins de vote. Des milliers de paysans et d'ouvriers, précédés de drapeaux, faisaient irruption dans les villes et y acclamaient violemment les Soviets. »

Le gouvernement républicain a fait des promesses à ces éléments avancés ; mais il s'est montré impuissant à les tenir. Les travailleurs espagnols que le communisme a séduits ont apporté au service de l'anarchie, avec l'aveuglement des illettrés, la mystique farouche de la vieille Espagne.

Ils sont mûrs pour la révolte. La misère et la faim sont les plus gros problèmes à résoudre pour tout gouvernement qui voudra vivre. La République n'a fait que peu de chose pour combattre le chômage et réduire la crise agricole et ouvrière. La déception est grande dans les masses. Toutes les grèves violentes, les jacqueries, les émeutes qui se sont multipliées depuis janvier dernier, sont le fruit d'une propagande libertaire active et inlassable.

Seule la religion catholique pourrait lutter contre ces désespoirs et ces haines de classes. Et les intellectuels républicains ont au contraire attaqué la religion. La République s'est installée à la lueur des incendies de couvents. Les évêques espagnols ont signé, le 20 décembre dernier, une protestation collective contre les dispositions antireligieuses de la nouvelle Constitution. On y lit ces graves paroles :

« La Constitution promulguée blesse les droits de la religion, lesquels sont les droits de Dieu et des âmes ; elle est attentatoire aux principes fondamentaux du droit public ; elle est en contradiction avec les normes et les principes établis par la Constitution elle-même en faveur de tout citoyen libre et de toute institution honnête. Elle est gratuitement injuste à l'égard d'une Eglise qui, tout en étant société parfaite et souveraine en son ordre, n'aspire aucunement à s'ingérer dans le domaine propre de l'Etat, mais a plein droit à être respectée par l'Etat dans l'exercice de sa mission propre et à être reconnue comme la première et une incomparable institution civilisatrice de l'Espagne. Même les droits de l'homme et du citoyen, que la conscience juridique du monde civilisé considère comme inviolables, n'ont été reconnus ni aux individus qui professent la religion catholique ni à l'Eglise qui les groupe en société ; l'Eglise et les catholiques n'ont pas même obtenu le traitement que les traités internationaux accordent à des groupes confessionnels dont l'importance ne saurait être comparée à ce qu'a été et est encore l'Eglise d'Espagne, attendu que la majorité des Espagnols appartient au catholicisme, comme à l'unique religion qu'ils professent. »

Les évêques n'ont pas été les seuls à protester, et parmi les républicains, deux orateurs de marque, Melchiades Alvarez et Alexandre Lerroux, ont prononcé des discours qui ont eu un grand retentissement et où de justes et fortes critiques étaient élevées contre la politique antireligieuse de la majorité constituante. A vrai dire, ni l'un ni l'autre n'avait eu le courage d'intervenir dans la discussion des articles constitutionnels intéressant la religion ; ce n'est qu'après coup qu'ils ont exprimé leur déception. Il n'en est pas moins remarquable que ces deux vétérans de l'idée républicaine en Espagne n'aient pu se congratuler de l'œuvre anticléricale de la Constituante. Melchiades Alvarez a été le plus hardi des deux. Spirituellement, il a raillé le ministre qui a daté du 14 avril 1931 la fin de l'Espagne catholique. Il lui a paru miraculeux qu'une nation nourrie du catholicisme depuis les jours lointains de Reccarède, et dans laquelle l'Eglise, pendant des siècles, a été si fortement mêlée à la politique, soit devenue subitement indifférente ou ennemie de la religion. L'hypothèse d'une telle métamorphose étant ridiculement invraisemblable, bâtir sur elle tout un système de gouvernement ne saurait être que très périlleux. Alcala Zamora avait bien raison de dire que la voie du Concordat était de beaucoup la plus sûre et la plus logique ; toute la question religieuse devait être débattue avec le Saint-Siège. Le tort de la Chambre constituante a été de suivre Azana, de préférence à Zamora. Azana, sous le beau prétexte de raison d'Etat, a lancé le pays dans une aventure. Il n'a oublié qu'une chose : c'est que, depuis Machiavel, la raison d'Etat a été invoquée par tous les despotes pour justifier leur tyrannie. Les applaudissements d'une galerie de partisans ne sauraient remplacer l'assentiment authentique de tout un peuple.

Mais Azana et ses amis, — fougueux démocrates en paroles, — savent que la liberté n'est que le rêve des minorités opprimées ou des majorités trompées. Ils espèrent se maintenir par la force. La preuve frappante du peu de confiance qu'ils ont dans la solidité de leur œuvre, c'est le luxe de précautions qu'ils sont obligés de prendre pour défendre leur position. Ils ont fait voter, le 21 octobre 1931, une loi dite de « défense de la République ». Sont considérés comme « actes d'agression » contre le régime : l'incitation à désobéir aux lois, — la diffusion de nouvelles perturbatrices de l'ordre public, — « toute action ou expression capable de produire le mépris des institutions et des organes de l'Etat », — « l'apologie du régime monarchique et des personnes qui le représentent, l'usage d'emblèmes ou d'insignes qui le rappellent », — « le manque de zèle et la négligence des fonctionnaires dans leur emploi », etc. La même loi confère au ministre de l'Intérieur toute faculté pour suspendre les réunions publiques, politiques, sociales ou religieuses qui lui sembleront suspectes, pour fermer les bureaux ou dissoudre les associations qu'il estimera destinées à faire échec aux lois, pour examiner la comptabilité et rechercher l'origine des fonds dont les associations disposent, etc.

Il faut qu'un régime se sente bien peu stable pour s'entourer d'un tel luxe de précautions ! Et il faut que des constituants soient bien aveugles pour ne pas voir que vouloir fermer toutes les écoles religieuses, dans un pays où les deux tiers des garçons sont élevés par des religieux et la presque totalité des filles par des religieuses, c'est condamner la nation même à l'*ignorance*

obligatoire ! Dans une conférence faite récemment à Barcelone, M. Puig y Cadafalch l'a dit en termes très forts : c'est vouloir détruire par la base la culture espagnole. De la part de gens qui n'ont à la bouche que l'amour de la science, on aurait pu s'attendre à mieux.

Conclusion : l'auteur de l'article du *Commonweal,* Robert Sencourt, semble mettre sa confiance en Lerroux, qu'il dit beaucoup plus libéral que le brutal et sommaire Azana, et beaucoup plus intelligent que le bon et solennel Alcala Zamora. — L'auteur de l'article de la *Revue hebdomadaire,* Paul Bartel, a surtout espoir dans le général Sanjurjo, dont il fait un portrait séduisant : « Visage intelligent de soldat et de lutteur. De petite taille mais d'allure décidée. Les yeux à fleur de tête, alertes et vifs. Nez droit aux narines légèrement charnues. Bouche à la fois bienveillante et volontaire. Corps trapu et ramassé sur lui-même ; tel nous apparaît le général Sanjurjo, commandant en chef de la garde civile, l'homme dont tous les mécontents chuchotent fébrilement le nom. » — C'est le général Sanjurjo qui décida, le 14 avril, le roi à quitter l'Espagne ; c'est lui qui a jusqu'ici tenu tête à l'émeute et sauvegardé la république. Il fut grand ami de Primo de Rivera et il n'est pas homme à renier ses amitiés. Il est d'esprit très indépendant. « Son prestige de ce fait est unique. Il possède en plus ce qu'on trouve rarement en Espagne : la pratique du silence et la stricte observance du secret.

« Autour de cet homme résolu est groupée une phalange prétorienne composée d'éléments triés sur le volet : 1.400 officiers, 28.000 sous-officiers et gardes, recrutés parmi les sous-officiers de l'armée, hommes robustes et courageux, pénétrés d'un esprit de corps exceptionnel, troupe d'élite qu'aucune propagande ne peut entamer. Passive dans la main de son chef, la garde civile, lors de l'avènement de la République, conserva son esprit de discipline. Sans extérioriser ses sentiments, oubliant tout ce qui la rattache au passé, elle obéit aux ordres reçus et continua à être le rempart de l'ordre. Elle ne voulait pas démériter d'elle-même. Et lorsque les troubles recommencèrent, ayant la main dure, elle rétablit rapidement la sécurité publique. Les révolutionnaires constatèrent avec chagrin que certaines institutions survivent à tous les régimes ! »

Les extrémistes réclament constamment la mise à la retraite de Sanjurjo. Azana hésite. Il n'ose attaquer le général. Mais il ne voudrait pas être accusé de trahison envers ses amis les syndicalistes. On fait courir chaque semaine le bruit de la mise à la retraite de Sanjurjo. Mais c'est dans la dictature que la plupart des hommes d'ordre placent leurs espérances. Et Paul Bartel rapporte les paroles suivantes de Sanjurjo :

« Je ne suis pas un politicien ; mais tant que je serai commandant de la garde civile, il n'y aura pas d'anarchie en Espagne. Nous servirons toujours loyalement le gouvernement instauré ; mais si, d'aventure, la poussée à gauche menait l'Espagne à l'anarchie, nous rétablirions rapidement l'ordre et assumerions toutes les responsabilités. Notre premier devoir est de maintenir l'ordre public et nous le maintiendrons coûte que coûte. Aucun gouvernement révolutionnaire ne s'établira à Madrid. »

C'est entre lui et l'armée syndicaliste que la partie se jouera.

Mais il se pourrait aussi que le séparatisme se mette à jouer, si l'Espagne tombait en de graves convulsions. Rapportons seulement ces paroles du député nationaliste de Navarre, l'abbé Pildain, qui a derrière lui la population basque, si énergique, si chrétienne, si bien organisée entre les mains de quelques chefs vigoureux et populaires : « Je ne crois pas à la possibilité d'un soulèvement tant que le régime ne sera pas devenu anarchique... Mais si les désordres s'accentuaient, il nous faudrait réagir, lutter même... passivement d'abord... mais activement ensuite, si nécessaire... »

Enfin, le P. Dudon attend beaucoup des élections par lesquelles l'Assemblée constituante fera place à une Chambre ordinaire. Voici ses paroles :

« Les catholiques espagnols laisseront-ils maîtres du terrain les ennemis jurés de leurs croyances ? Les journaux racontent les valeureuses campagnes de M. Gil Robles et de ses amis. Nous souhaitons qu'elles suffisent, pour éveiller partout un vigoureux esprit civique, pour inspirer une préparation méthodique des élections, une cohérence disciplinée des forces, et la résolution farouche de vaincre à tout prix. Les évêques, en terminant leur Pastorale commune, n'ont pas manqué de rappeler cette nécessité du combat. A la faction anti-religieuse qui les a frappés déjà et qui les menace de nouveaux coups, nous souhaitons que les catholiques espagnols fassent le sort qu'elle mérite, en mettant au tombeau, dans les urnes prochainement ouvertes, la majorité qui a fait l'article 26 de la Constitution ! »

II

L'Espagne était et demeure un pays profondément catholique. La religion ancestrale y est menacée par le matérialisme scientiste d'une bourgeoisie peu croyante et par la mystique socialiste qui veut substituer aux paradis des religions le paradis collectiviste.

L'Autriche était aussi un pays profondément catholique. La guerre y a créé des misères innombrables, et à ces maux se joignent les luttes communes à tous les pays de civilisation chrétienne. Partout la mystique surnaturelle de la foi est aux prises avec la mystique infernale de l'incroyance. Dans la *Revue hebdomadaire* du 18 juin, M. Y. Tuzet étudie « L'inquiétude de l'Autriche ». Son article est daté d'Innsbruck. Il s'ouvre par des constatations pessimistes :

« En face de l'Autriche actuelle, la première impression est d'incohérence. Le pays s'en va à la dérive, mais avec conscience et en contemplant avec angoisse cette désagrégation. Les uns ont le désir de la précipiter, d'en finir au plus vite avec cette époque troublée, d'ouvrir les écluses au marxisme, seul capable d'établir un ordre nouveau. D'autres se raccrochent désespérément à des îlots de résistance qui s'écroulent, se reforment, s'agrègent parfois les uns aux autres, sans qu'on sache exactement ce qui fait leur force ni quel salut ils promettent. »

Quant à la masse du pays, elle se laisse aller, elle s'abandonne à une sorte de fatalisme désabusé, tout en attendant obscurément on ne sait quel miracle qui changera soudain la direction des événements.

La faillite du *Crédit-Anstalt* avait d'abord jeté la consternation dans tous les cœurs. Puis la révélation des abus ou des malversations qui ont préparé la catastrophe a engendré la colère générale. La faillite du Crédit foncier en 1929 avait déjà profondément troublé la confiance; la dernière faillite a achevé le mal. Non seulement les étrangers refusent de prêter leurs capitaux, mais les Autrichiens eux-mêmes se méfient et l'exode des capitaux, si rares pourtant, a commencé Les citoyens de ce malheureux pays ont l'impression de vivre dans un gâchis invraisemblable. Les traitements des directeurs de banque, révélés par les journaux, provoquent l'indignation universelle. Dans un pays ruiné, voir les hauts fonctionnaires d'établissements en déficit s'adjuger des traitements de 500 à 600.000 francs, n'y a-t il pas là de quoi affoler et scandaliser l'opinion ? Jamais les petites gens n'ont mieux senti leur misère. La menace de l'inflation pèse constamment sur les esprits et s'oppose à toute épargne : on trouve plus sûr d'acheter des objets de luxe que d'économiser, et de la sorte on va au devant de la catastrophe ! Hanté par la crainte de l'inflation, chacun se hâte de mettre à l'abri le peu qu'il possède. Le chômage transforme en mendiants un grand nombre d'ouvriers. Les situations libérales sont embouteillées : « Les jeunes docteurs de tout grade attendent vainement un gagne-pain et briguent le poste le plus humble et le plus mal payé. Cet hiver, un médecin sans clients déblayait la neige dans les rues d'Innsbruck. » On vit au jour le jour, la situation paraît inextricable, on désire une révolution, comme un malade désire changer de position quand il souffre, sans savoir si le changement lui amènera un soulagement.

Deux solutions révolutionnaires apparaissent à l'horizon. Autour de Vienne et surtout dans Vienne, ce sont les socialistes qui l'emportent. On ne voit le salut du pays et l'issue de la crise économique que dans le socialisme ; journaux et conférenciers proclament la faillite de l'économie bourgeoise.

Mais cette solution n'est pas acceptée dans le Tyrol. En dépit de la misère et du chômage, ce pays très catholique ne connaît pas le danger marxiste. Le 12 novembre, pour l'anniversaire de la République, le cortège des sozial-demokraten, dans Innsbruck, était piteux. Le drapeau rouge avec les deux mains croisées sur le marteau et la faucille est loin de grouper derrière lui autant de monde que les bannières des processions catholiques. Au Tyrol, la solution des misères présentes est offerte par le parti des *Heimatwehren*. On se souvient de la tentative avortée du prince de Starhemberg, le 13 septembre 1931. L'échec du « Putsch » n'a guère arrêté l'expansion du parti. Le journal de la Heimatwehr et toutes les feuilles chrétiennes-sociales prennent éloquemment la défense des intérêts agricoles. Le mécontentement universel favorise la propagande. La Heimatwehr n'a pas de programme bien net ; mais on sait qu'elle protège la propriété paysanne, qu'elle favorise la religion catholique, qu'elle est ouverte à la possibilité d'une restauration monarchique, qu'elle demande une certaine autonomie provinciale. Elle rencontre l'appui et l'encouragement du clergé, qui exerce en Tyrol une influence considérable et bienfaisante. Les grandes fêtes liturgiques groupent des foules énormes. La procession de la Fête-Dieu, à Innsbruck, demeure une cérémonie officielle à laquelle prennent part l'armée, la magistrature et l'Université et qui se déroule, pendant trois heures, dans les rues ornées de reposoirs. Pendant la Semaine Sainte, ce sont de vrais soldats qui montent la garde auprès du tombeau du Christ, dressé au maître-autel de chaque église, parmi les sapins d'un jardin de Gethsemani tyrolien. Dans ce milieu profondément catholique, composé de petits bourgeois, de paysans, de fonctionnaires, la désillusion provoquée par douze ans de République est grande. On désire soit la restauration monarchique, soit une dictature raisonnable et énergique. Les projets d'*Anschluss* et de *Zollunion* semblent faire place à l'idée d'une restauration nationale indépendante. On n'aime pas les Allemands. Mais on aime encore moins la France. La mentalité autrichienne à cet égard est assez curieuse :

> « Il est singulier que la haute bourgeoisie tyrolienne, qui parle fort bien français, apprécie notre culture et envoie ses enfants en France, se représente souvent la France, pour qui elle n'a, par ailleurs, que sympathie, *comme une avare monstrueuse*. Rien sans doute ne nous fait plus de tort en Europe que notre réputation de richesse. Que de fois ne nous a-t-on pas reproché l'or de la Banque de France, comme s'il suffisait de le verser tout à coup sur le marché de l'Europe pour remédier à tous les maux ! Il n'est guère d'initiative de la France qui ne soit soupçonnée aussitôt de mobiles mesquins et intéressés et d'une pensée secrète d'hégémonie. »

La différence entre la Heimatwehr et le mouvement national-socialiste, apparenté à celui d'Hitler, est que la Heimatwehr ne veut pas se mettre à la remorque de l'Allemagne, et que le national-socialisme ne s'appuie pas sur le clergé et l'Eglise. Les Autrichiens accusent les nazis de ne plus penser à la province perdue : le Sud-Tyrolien. A Innsbruck, les conférences sur cette question brûlante sont interrompues par les sifflets hitlériens et terminées souvent par de sanglantes bagarres entre heimatwehren et nazis.

« Quelle sera la solution de la crise, et qui l'emportera de la Restauration ou de la Révolution, du fascisme ou du communisme ? La question reste en suspens... L'Autriche est à la recherche d'un moyen de salut prompt et efficace, et la

France est en droit de se demander, non sans inquiétude, de quel côté il viendra. » En somme, diagnostic réservé !

III

Voulez-vous que nous passions en Allemagne ? M. Wladimir d'Ormesson, dont on connaît la compétence, va nous y servir de guide. La *Revue de Paris* du 15 juin a donné de lui une étude intitulée : *La Crise allemande, Réaction ou Révolution ?* Le dilemme, comme on le voit, ressemble assez à celui qui se pose en Autriche.

Le cabinet Brüning est tombé. Il était le dernier rempart contre la Révolution de gauche ou de droite. L'Allemagne a perdu un pilote de premier ordre. Elle ne sait plus où elle va.

Rappelons d'abord un souvenir oublié : lorsque Brüning prit le pouvoir, le 30 mars 1930, après la chute du cabinet socialiste Hermann Müller, ce fut avec le dessein très net de désolidariser le Centre catholique de la Social-démocratie et de gouverner contre elle avec les partis moyens et les droites modérées. Brüning entendait couper court à la coûteuse expérience socialiste, redresser l'administration et la politique extérieure, la première dans un sens plus conservateur, la seconde dans un sens plus nationaliste. En renvoyant le Reichstag, à la fin de juillet 1930, il espérait avoir une Chambre orientée plus à droite et rompre l'alliance des catholiques et des socialistes, qu'il estimait dangereuse à la longue à la fois pour son parti et pour son pays.

Mais il fut trompé par les événements. L'explosion hitlérienne l'obligea, bien à contre-cœur, à rester lié au socialisme. Il pratiqua dès lors une politique d'attente, de subtilité et de dextérité. Il lui fallut faire exactement le contraire de ce qu'il s'était proposé. Résolu à briser avec la Social-démocratie, il ne put vivre que grâce à elle. Résolu à gouverner constitutionnellement, il fut presque acculé à la dictature. Pour comble d'infortune, sa disgrâce lui est venue de l'homme qu'il avait fait réélire et qu'il avait constamment servi avec passion. Ce qui est dit ici, notons-le bien, est à son éloge. Il préféra toujours le bien public à ses vues personnelles. Il emporte l'estime de tous les honnêtes gens.

Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est de savoir pourquoi il est tombé. Deux raisons expliquent sa chute : d'une part, le formidable bond en avant des partis hitlériens aux élections à la Diète de Prusse, — d'autre part, la mesure prise par le général Gröner contre les troupes d'assaut hitlériennes.

Le chancelier fut victime de la coalition des droites révolutionnaires (parti d'Hitler) avec les droites réactionnaires (parti Hugenberg) et de la haute bureaucratie. La haute bourgeoisie, les militaires et les Junkers ont marché ensemble. Hindenburg était allé se reposer dans sa propriété de Neudeck, en Prusse orientale ; là, il retrouvait toute une parenté et un voisinage que le nouveau décret-loi expropriant les grandes entreprises insolvables au profit du Reich et des lotissements sociaux venait d'affoler. Le maréchal fut entouré de hobereaux venant supplier le Président d'Empire de ne jamais laisser exécuter ce décret de démolition sociale. Hindenburg s'attendrit sur le sort d'une caste qui lui est chère et dont il fait partie par ses origines. Il s'attendrit aussi sur le sort des veuves de guerre, dont un autre décret-loi devait rogner les allocations.

Ainsi, alors que l'on pouvait croire que Brüning s'effondrerait devant l'hitlérisme triomphant, c'est devant une intrigue de gentilshommes et de militaires qu'il est tombé.

C'est pour cela que ce n'est pas, — immédiatement du moins, — un homme du parti d'Hitler qui a bénéficié de sa chute. Le pouvoir est échu à von Papen, un homme du Centre, mais qui s'était prononcé depuis quelque temps pour l'union entre le Centre et Hitler. L'idée de von Papen était de profiter du mouvement hitlérien pour capter les jeunes forces dont ce mouvement est le centre en faveur du conservatisme et pour lutter contre le communisme et le socialisme, peut-être plus dangereux encore que le communisme. D'autre part, von Papen, qui est un gentilhomme de souche westphalienne, parfait homme du monde et de grande courtoisie, a pris, en matière de rapprochement franco-allemand et de politique européenne, une attitude très décidée et très active, qui a fixé aussi le choix du Président.

Von Papen s'est entouré de gentilshommes comme lui. Son ministère est le ministère des « barons. » Mais son collaborateur le plus significatif est von Schleicher, personnage considérable et qui tient en ses mains la Reichswehr.

Le premier acte de la coalition nouvelle a été de renvoyer le Reichstag et d'annoncer des élections. Au fond, le gouvernement ne sait nullement où il va. Il est certain que si le parti d'Hitler l'emporte aux élections, tout sera à recommencer. Hitler a promis solennellement que son parti ne permettrait à aucun particulier de posséder plus de 12 000 marks de revenus, et que toute terre qui ne serait pas exploitée directement serait morcelée au profit de l'exploitant direct et de la communauté. Croit-on que de pareilles mesures conviendraient aux Junkers ? Il est sûr que le programme du nouveau ministère, — si l'on se fie à sa déclaration publique, — est directement opposé au programme hitlérien. L'hitlérisme divinise l'Etat ; la déclaration de von Papen critique en termes cinglants la conception étatiste. Il y a plus d'écart entre Hitler et von Papen qu'entre Hitler et Brüning. Von Papen écarte absolument toute conception socialisante. Nous ne savons pas encore comment Hitler conçoit ses rapports avec la nouvelle formule gouvernementale.

Jusqu'à quel point est-il permis de prévoir et de prédire ? C'est ce qu'il est impossible de préciser, dès qu'il s'agit de cette Allemagne agitée et troublée que la guerre a enfantée. Ce qui serait logique, ce serait

une lutte entre la droite révolutionnaire d'Hitler et la droite conservatrice de von Papen, la gauche et le Centre restant spectateurs et marquant les coups. La présence de von Schleicher au pouvoir semble indiquer une autre solution possible : la dictature ou la restauration monarchique. Seulement, derrière cette solution, n'y aura-t-il pas aussi la grève générale, la guerre civile, la révolution ? Qui peut le dire ? On ne sait plus où l'on en est...

Mais après tout, ces questions d'étiquettes et de formules gouvernementales ne sont que pour amuser le tapis, car le vrai problème n'est pas là. Aucune forme gouvernementale n'a le don de résoudre automatiquement les difficultés. La question essentielle pour le peuple allemand est de *vivre*. La crise économique n'est pas apaisée, et le chômage s'aggrave de jour en jour. D'ordinaire, à cette saison, les travaux des champs, les constructions d'été diminuent sensiblement l'armée des sans-travail ; or, cette année, la reprise a été très faible. On compte actuellement 5.565.000 chômeurs complets ; on en prévoit 7 millions et demi pour l'hiver prochain. Les finances sont au plus bas. Les exportations diminuent. Les impôts ne rentrent pas. La matière fiscale est épuisée. Nombre de communes sont hors d'état de payer les allocations de chômage. Il y a eu çà et là des révoltes de paysans. « Les assurances sont au seuil de la faillite, » dit la déclaration de von Papen. L'annonce de nouveaux impôts a soulevé des protestations unanimes.

La déclaration du ministère rend responsables de cet état de choses : 1° le traité de Versailles, couplet traditionnel que les Allemands affectionnent et qui ne résiste pas à l'examen, — 2° la crise économique mondiale, — 3° la gestion économique et financière de la démocratie socialisante. Mais il a oublié la cause principale : l'esprit de mégalomanie qui inspirait en Allemagne l'industrie lourde. L'Allemagne est un grand corps mal équilibré : 65 millions d'habitants dont seulement 19 millions de paysans, 16 millions dans les villes de plus de 500.000 âmes et 30 millions dans les villes de plus de 5.000 âmes. Or, une civilisation *urbaine* et industrielle a de graves défauts : elle coûte plus cher, elle exige un « standard of life » plus onéreux que la civilisation paysanne, — elle crée un esprit grégaire qui exige des solutions collectives, moins faciles à imposer, — elle est liée aux fluctuations de l'économie mondiale et de l'état général du marché. Si la machine économique marche à plein, tout va bien. Si elle se ralentit et surtout si elle s'arrête, c'est tout de suite la misère, provoquant une politique de baisse des salaires, qui a pour conséquence la ruine d'une paysannerie déjà réduite, qui est contrainte ainsi de nourrir le reste de la nation ! Justement la grande industrie allemande, au lendemain de la guerre, a voulu prendre la tête de tous les peuples. Elle s'est équipée en grand, elle s'est outillée pour s'emparer des marchés mondiaux. Mais ces marchés ont disparu ou se sont réduits. L'Allemagne n'a pu rompre les concurrences supérieures. La fermeture des frontières par la hausse douanière est venue au secours, quand cela était nécessaire, des industries défaillantes. Bref, l'Allemagne a beaucoup dépensé pour ne rien gagner, mais pour se préparer à gagner beaucoup, en des circonstances qui ne se sont pas produites. La lourde machine allemande a été montée par des hommes qui voudraient bien esquiver maintenant les conséquences de leurs erreurs. Il est trop tard. La démocratie allemande n'existe peut-être pas ; mais le prolétariat existe, et ce n'est pas simplement par un tour de vis dans les lois que l'on pourra s'en débarrasser. L'Allemagne paie donc les fautes de l'ambition mégalomane de ses industriels, de la « rationalisation technique », du « génie d'organisation » que l'on a tant vanté chez elle et envié chez ses voisins.

Mais cela ne veut pas dire que la France puisse rester indifférente en face des évolutions qui se préparent dans ce grand pays. Nous allons assister à des bouleversements graves. Il est difficile de se faire un plan d'action et de rapports avec un peuple que trop de crises ont fatigué, qui a les nerfs malades et ne sait plus où il va. Nous ne nourrissons, certes, aucune haine à l'égard de l'Allemagne : la haine est antichrétienne, et seules la pitié et la charité sont divines. Mais plus on est attaché à la paix, plus on doit la préserver des mauvais risques. La tâche de ceux qui défendent les intérêts de la France est infiniment délicate. Tout ce que l'on peut dire, c'est que nulle négociation de grande envergure ne peut s'engager. On ne peut que vivre et discuter au jour le jour. On ne négocie pas avec la tempête ! Nous ne savons pas, nous ne savons plus qui nous avons devant nous : République, — Empire, — Dictature militaire, — Hitlérisme, — Révolution sociale ? Attendons les événements et soyons prêts au pire !

IV

D'Allemagne, si nous nous dirigeons vers l'est, nous atteignons bien vite la Russie. Justement la Revue américaine *The Commonweal*, dans son n° du 11 mai, nous donne les impressions de voyage d'un Allemand, qui a été amené à traverser toute la Russie pour ses convenances personnelles. Il est curieux de noter ces impressions, car elles émanent d'un homme dont le pays traverse lui-même une crise terrible, et qui, instinctivement, compare la situation de l'immense empire soviétique à celle de sa propre patrie qui n'a rien d'enviable. C'est en quelque sorte un pauvre qui juge un plus pauvre que soi ! Le voyageur se nomme J. Aufhauser, et il est prêtre catholique. Il part de Munich et va rejoindre un collaborateur, le Dr Uchino, à Kyoto. La catastrophe financière de l'Allemagne le contraint à des démarches compliquées pour obtenir la permission de faire un aussi long voyage ; il est obligé de donner les plus solennelles assurances

que ce voyage est entrepris dans l'intérêt de la science ; la *Reichsbank* alors l'autorise à exporter l'argent nécessaire.

Il quitte la Bavière, passe à Berlin et atteint rapidement Njegoreloje, première gare frontière de Russie. Là, il faut changer de train, prendre les voitures qui, en huit jours, transportent les voyageurs à travers toute la Russie et la Sibérie jusqu'aux confins de la Mandchourie. Au total, M. Aufhauser a mis douze jours pour atteindre le port de Corée où il s'est embarqué pour le Japon.

Du point de vue paysage, rien d'intéressant à signaler, sur un aussi vaste parcours. Une fois sorti de Berlin, on traverse l'immense plaine nordique. Sept jours durant, on éprouve la monotonie d'une course à travers d'éternels terrains plats, des steppes, des forêts, surtout de pins et de bouleaux. Même la région de l'Oural, avec ses collines boisées, offre peu d'intérêt pour un Européen accoutumé aux pittoresques régions de l'Occident ou du Centre, aux riantes ou dramatiques perspectives du littoral méditerranéen. Il faut aller jusqu'en Mandchourie pour trouver quelques charmantes contrées, des plaines d'une incroyable fertilité que traversent de majestueux cours d'eau. Les collines mandchoues sont couvertes de riches forêts aux essences variées : ormes, mélèzes, chênes, peupliers et pins, etc. Coréens, Japonais et Chinois rivalisent pour la possession du pays. On verra dans le § suivant de la présente Causerie, les graves problèmes impliqués dans ces rivalités politiques, à base économique.

Les voyageurs qui remplissent le Transsibérien constituent un ensemble hétéroclite, dans lequel dominent les Allemands, puis les Japonais, les Chinois, auxquels se mêlent quelques unités d'Angleterre, Hollande, Pologne et Scandinavie. En Sibérie, beaucoup de Russes entrent dans les voitures de 3e classe. En Mandchourie, Chinois et Coréens prennent leur place. « C'est une frappante révélation, remarque le voyageur, qu'en Extrême Orient c'est l'allemand qui est la langue dominante. Beaucoup d'employés du chemin de fer russe le parlent et les voyageurs japonais s'en servent aussi avec beaucoup de correction. Le conducteur de mon compartiment utilisait même le dialecte bavarois, qu'il avait appris, pendant la guerre, comme prisonnier en Allemagne. »

Voilà pour l'ensemble du voyage. Et maintenant, quelques notes sur la Russie, vue en passant.

En entrant dans la gare-frontière russe, nous apercevons un arc de triomphe, couvert de drapeaux rouges sur lesquels on lit, en lettres noires ou blanches, des inscriptions variées : « *Prolétaires de tous pays, unissez-vous !* » Les affiches de ce genre sont abondantes à travers toute la Russie et la Sibérie. Il y a, dans le train de M. Aufhauser, un petit groupe de communistes allemands qui vont faire un tour en Crimée. Ils sont accueillis par des soldats des Soviets et des membres du parti et ils déploient une immense bannière rouge sur laquelle on voit ces mots : « *Lutte contre le fascisme !* » Le wagon-restaurant russe jusqu'à Moscou, organisé à l'européenne, est excellent.

A Moscou, huit heures d'arrêt : notre voyageur s'empresse de les mettre à profit pour visiter la capitale soviétique :

« L'impression, dit-il, est très défavorable. Un grand nombre de maisons dans les rues ordinaires ont cruellement besoin de réparations. Constamment on lit l'écriteau : *Vacant !* Les boutiques, jadis pleines de marchandises de toute sorte, sont absolument vides, les étalages poussiéreux, souvent nus et brisés. Actuellement, toutes les affaires privées sont en déroute, en Russie soviétique, et tout le commerce est aux mains des coopératives. Tout membre faisant partie de l'une de ces dernières reçoit des cartes donnant droit à l'achat du pain, des vêtements, des chaussures ou autres denrées utiles. La carte est une garantie pour les prix peu élevés. Armé d'une carte, on peut acheter une livre de pain pour environ deux *cents* (soit 0 f. 50 français), tandis que si on l'achète sans carte, on paie vingt-cinq fois plus. Beaucoup de gens revendent les marchandises obtenues des coopératives. Les cartes de souliers sont distribuées entre les ouvriers ; si le nombre de cartes est inférieur au nombre de gens ayant besoin de chaussures, une commission est nommée pour désigner ceux qui doivent être servis les premiers. Généralement, les magasins des coopératives sont assiégés par de longues queues d'acheteurs éventuels. »

A Moscou et dans toute la Russie, notre voyageur n'a rencontré que des hommes en habit de travail : chemises sans cravate ni col, casquettes, vestes et capuchons. De très loin en très loin apparaissait une jeune fille habillée d'une façon un peu plus soignée. En règle générale, les jeunes femmes portent des jupes très courtes, et ont les jambes nues, sauf de très courtes chaussettes dépassant à peine les souliers. Beaucoup fument la cigarette dans la rue ; mais les cheveux courts sont rares, en dehors de la capitale.

Le niveau général de la vie est le *minimum absolu* du prolétaire. Les prix imposés aux étrangers sont extraordinairement élevés. Le déjeuner dans un hôtel de seconde classe coûte environ trois dollars (75 fr.). Dans le train, une bouteille de bière est taxée 1 dollar ! Une tablette de chocolat coûte encore plus cher. Les chambres pour une nuit sont à 10 dollars et au-dessus. Un horrible repas est servi dans le wagon restaurant de Moscou-Mandchourie pour un dollar 1/4 (plus de 30 fr. !). Bref, on fait maigre chère en payant très cher ! Il n'y a presque pas d'automobiles et les taxis sont à des prix prohibitifs.

Toutes les énergies de la nation sont officiellement tendues vers l'accomplissement du fameux plan quinquennal. Toute vie émotionnelle et tout sentiment religieux sont supprimés. A Moscou, le voyageur voulut visiter le grand monastère de Strassnoj, actuellement transformé en Musée de l'athéisme ; malheureusement les salles d'exhibition étaient fermées ce jour-là, et dans la cour flambaient des icones et autres objets sacrés. Les

splendides églises jadis construites par Ivan le Terrible sont aussi devenues des musées, et l'on est consterné en voyant les visiteurs se promener, la casquette sur la tête, parmi les autels et les statues, en témoignant de la plus grande indifférence pour la signification mystique des objets qui les entourent. La seule chose qui semble les intéresser, ce sont les mauvaises photographies qui sont pendues çà et là en vue de la propagande pour l'athéisme ! Beaucoup de ces photographies sont des caricatures contre le clergé ou le Vatican. D'autres sont des satires contre le *Notre Père* et les sacrements. Le guide qui conduit les visiteurs les informe que la religion est devenue en Russie chose du passé. Le service divin se poursuit cependant encore dans un petit nombre d'églises, mais le public ne se compose plus que de quelques vieilles femmes (le guide reconnaissait qu'il n'en était pas de même dans les villages éloignés). L'essentiel est d'arracher la jeunesse à toute religion. Les prêtres sont détestés et méprisés. Cependant M. Aufhauser, dont le passeport indique qu'il est prêtre catholique, ce que son bréviaire révèle du reste au premier regard, constate que nulle part il n'eut à se plaindre de la plus légère inconvenance à son égard. Les douaniers se sont montrés très cordiaux et n'ont prêté aucune attention à ses livres et à ses papiers ; à Moscou, on lui a donné avec empressement, sur sa demande, l'adresse du Musée de l'athéisme. Il constate pourtant que l'on ne saurait prendre à la légère le péril de l'athéisme en Russie. Cet athéisme se développe d'une façon rapide, a passé la frontière et fait en Chine de grands ravages. Toutefois la lutte contre la religion est tout autre, selon qu'on la considère à Moscou ou dans le reste de la Russie. Le long du parcours du Transsibérien la vue des dômes et des croix d'églises est chose commune ; ce n'est que dans les districts forestiers des nouvelles colonies de l'Est que le bolchévisme, avec sa répudiation absolue de l'idée de Dieu, règne en maître.

A en juger par les mesures prises officiellement, en même temps que les Soviets répudient la religion, ils laissent de côté aussi l'art et la science, pour tout ce qui ne tend pas à un but pratique. On vise au positivisme. Les professeurs d'Université ne sont pas, dans l'ensemble, mieux payés que les travailleurs manuels. Parmi ces derniers, les spécialistes reçoivent environ 100 dollars par mois (2.500 fr.) ; les autres sont infiniment moins rétribués. Il paraîtrait que l'espoir du gouvernement soviétique serait, en dépit de courants contraires, que nul membre du parti communiste, y compris les grands chefs, ne reçoive plus de 200 dollars par mois (60.000 fr. par an). On se met cependant à subventionner des entreprises archéologiques ou scientifiques, dans le but de faire à la Russie la réputation d'un pays cultivé.

La femme russe travaille, — souvent en costume masculin, — dans les fabriques et en beaucoup d'emplois où le travail féminin est encore inconnu ailleurs. La famille est pratiquement abolie dans les centres industriels et le droit des parents sur l'éducation de leurs enfants est supprimé. On ne connaît plus le dimanche en Russie. L'industrie travaille sur la base de la semaine de cinq jours (et à raison de 7 heures par jour), il y a donc quatre jours de travail et repos le cinquième. Les gens mariés ne peuvent guère passer leurs jours de congé ensemble que s'ils travaillent dans les mêmes équipes. On ne connaît que deux fêtes nationales.

Ce qu'il y a de plus louable en Russie, c'est l'absence totale de chômage. Les travailleurs, en dépit d'une condition pénible, ont de quoi manger et ils sont dans une situation matérielle meilleure que les millions de malheureux chômeurs des pays occidentaux. Le prolétaire est encouragé de toutes façons à penser qu'il est en train de créer un ordre social nouveau et une ère nouvelle de l'évolution humaine. Une sorte de mysticisme très réel a pris la place de l'antique religion. Un Polonais en route vers Harbin, et voyageant pour le commerce du sucre, communique à notre voyageur ses observations sur le régime soviétique, qu'il étudie soigneusement depuis plusieurs années : il est convaincu que ce régime pourrait durer un siècle. L'armée et les organes centraux du gouvernement sont très forts. L'Europe ne se rend pas compte du danger qui la menace ; elle n'y pourrait faire face qu'au moyen d'une armée internationale extrêmement puissante. Mais les intérêts commerciaux la rendent aveugle sur le péril bolchevique. Il est certain que la Pologne doit se sentir très mal avoisinée entre l'immense Soviétie sans Dieu et l'Allemagne avide de revanche !

Pendant le long voyage vers la Mandchourie, le principal inconvénient ressenti est celui de la poussière. Les voies ferrées en Russie ne sont pas établies sur pierre, et les trains, même à allure modérée, soulèvent des nuages de poussière dont les fenêtres à double vitre ne réussissent pas à préserver les voyageurs. Dans l'ensemble, le voyage est très déprimant. On aperçoit, presque à toutes les stations, des familles entières avec leur misérable mobilier qui attendent le train pour se transporter en quelque nouveau lieu d'existence. On a l'impression de revoir les scènes de la dernière guerre. On ne peut pas oublier une minute que l'on est au pays du prolétariat ; vivre constamment et manger au wagon-restaurant avec des loqueteux ou des hommes et femmes en habit de travail produit une bizarre impression. Et par des milliers de voies, le même sentiment d'étrangeté, d'égalitarisme niveleur et de la réduction uniforme d'un peuple entier à un taux de misère, entre dans l'esprit.

Dès que l'on arrive en Mandchourie, on a l'impression d'un changement. Là vivent en grand nombre des Russes blancs, partisans de l'ancien régime, bien près de leur pays mais pourtant exilés. Ils sont agréables à voir parce qu'ils sont habillés comme nous, agissent comme nous faisons,

et parce que le joyeux rire des enfants se fait entendre parmi eux. — « Je n'ai pas entendu un enfant rire dans toute la Russie », affirme M. Aufhauser ! En Mandchourie, le regard humain, en dépit des misères endurées, semble exprimer l'espérance et la sérénité.

Citons intégralement la brève conclusion de notre voyageur :

« Je ne puis désirer qu'une chose, pour tous ceux qui, dans les pays occidentaux, se montrent les avocats enthousiastes du système russe : c'est qu'ils aillent vivre et travailler quelque temps en Russie eux-mêmes. Il est vrai que la Russie n'a pas de chômeurs, — avantage qui ne lui vient que de la quantité formidable de tâches qui attendent, en ce pays, leur accomplissement. Les Soviets ont aussi réglé certaines autres choses d'une façon très heureuse : ils envoient les exploiteurs du peuple en Sibérie au lieu de leur ouvrir de confortables geôles pour quelques années et ils ont institué un système monétaire qui fonctionne fort bien. Mais si longtemps que puisse durer le système collectiviste, il ne sera jamais capable, ni maintenant ni plus tard, de rendre un peuple heureux ! »

V

Puisque nous avons suivi M. Aufhauser jusqu'en Mandchourie, examinons un instant les problèmes qui se posent autour de cette immense contrée. Nous serons guidés ici par l'auteur anonyme d'un article très documenté, paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin, sous ce titre : *Les Affaires d'Extrême Orient.*

Tout le monde sait que la Russie ne se contente pas de poursuivre chez elle une expérience d'économie nouvelle fondée à la fois sur le marxisme et sur l'athéisme, mais qu'elle veut aussi étendre son système à l'univers entier. Que l'on se moque volontiers du Vatican à Moscou, cela nous est un indice de la clairvoyance avec laquelle les bolchévistes comprennent que la Rome vaticane et Moscou sont les deux pôles d'attraction opposés de notre planète à l'heure actuelle. Pour Dieu ou contre Dieu : tout le problème se ramène à cela. Or, la Russie a trouvé en Chine un terrain extrêmement favorable à sa propagande. La Chine va lui servir de levier pour soulever le monde. Ce qui se passe en Chine est donc extrêmement important à connaître.

Commençons par observer que la Chine n'est plus qu'une expression géographique. La Chine comme telle n'existe plus. Il y a actuellement trois Chines distinctes :

1o La Chine officielle de la Société des Nations, celle de Tchang-Kai-Chek. Sa capitale est Nankin. Elle est sous l'égide américaine. Mais son pouvoir effectif ne s'exerce que dans deux provinces côtières, soit sur le *huitième* de la Chine. Cette puissance est très faible, et a peine à se défendre contre la Chine bolchévique qui l'entoure et menace de la submerger.

2o La Chine mandchoue, dont la capitale est Moukden, et où régnait jusqu'aux derniers événements le jeune maréchal Tchang-Sue-Liang. Cette seconde Chine, qui embrasse approximativement le *sixième* de la Chine ancienne, vient d'être érigée, sous l'égide du Japon, en royaume indépendant, gouverné par un ancien membre de la famille impériale de Chine. Les Japonais ont dans le pays 22.500 hommes ; de plus, leurs officiers encadrent l'armée mandchoue et la police locale, soit 226.500 hommes sous le contrôle nippon. Nankin n'a pas encore accepté l'existence de la nouvelle monarchie, mais on peut considérer cette existence comme d'ores et déjà entrée dans les faits et bientôt dans le droit international.

3o La Chine anarchique, c'est-à-dire *plus des deux tiers* de l'ancienne Chine, dont les limites, les moyens et les entreprises varient d'un jour à l'autre, suivant les circonstances. Cette Chine-là est en révolte contre l'autorité théorique de Nankin. Elle comporte un centre qui est officiellement et totalement bolchéviste : la moyenne vallée du Yang-Tsé-Kiang, région très fertile et très peuplée, comptant 160 millions d'habitants (quatre fois la France), et où domine le bolchéviste Tchou-Té, ancien élève de l'Académie militaire de Berlin, puis des écoles marxistes de Moscou. C'est lui qui, en janvier 1932, a failli enlever Hankéou.

Les Soviets ont en effet modifié du tout au tout leur ancienne tactique en Chine. Au temps de Borodine, ils visaient avant tout les prolétariats des grandes villes de la côte, ceux de Canton et de Schanghaï. Mais là ils se sont heurtés à la réaction des grandes puissances occidentales et leurs premiers succès ont abouti à un désastre. Ils se sont donc, depuis 1928, tournés vers les paysans chinois. Dans les campagnes de l'intérieur, l'influence étrangère est exactement nulle. Les paysans chinois ont été facilement conquis par la propagande athée et révolutionnaire. On s'est servi à leur égard des vieilles méthodes communes à toutes les jacqueries. Tous les mandarins ont été débordés. Tous les éléments militaires se sont ralliés à Tchou-Té. Les trois cinquièmes de la population chinoise se sont mis en rébellion ouverte contre tout gouvernement régulier.

Les Soviets aperçoivent comme très proche et très vraisemblable une agrégation de cette Chine-là à la Fédération des Républiques soviétiques, ce qui équivaudrait en somme à une annexion à la Russie. Qui pourrait s'y opposer ? La Société des Nations ? On sait que cette belle façade, à supposer qu'elle soit solide, ne peut que contempler de loin et sans bouger les événements, sans prétendre à les corriger, encore moins à les conduire. Les Etats européens ou américains ? Ils savent bien que ce serait là une entreprise complexe et coûteuse.

En fait, les Russes ne craignent qu'une puissance, mais ils la craignent bien : le Japon. Ils se sont réjouis, lorsque récemment un conflit a éclaté entre la Chine de Nankin et le Japon. Tout conflit entre les puissances capitalistes les sert et les comble de joie. Pour le dire en passant, rien ne pourrait mieux faire le jeu du bolchévisme athée

et matérialiste, c'est-à-dire de la barbarie, qu'une nouvelle guerre. Et c'est pourquoi, de toutes nos forces, nous, catholiques et prêtres, nous devons travailler et prier pour la paix dans la charité et la justice.

A considérer les choses d'un point de vue humain, le Japon est le grand rempart de l'ordre et de la civilisation en Orient, comme la Pologne l'est en Occident. Malheureusement, le Japon n'est pas en bons termes avec l'Amérique, et ces deux puissances sont rivales à Nankin et Schanghaï.

Le Japon a été obligé de faire montre de vigueur à Schanghaï, parce que le tiers de son commerce se fait avec la Chine et que si le boycottage de ses marchandises s'était poursuivi, son commerce avec la Chine tombait à zéro, et ses entreprises en Corée et en Mandchourie perdaient tout leur prestige. En d'autres termes, le Japon, comme disent les Orientaux, « perdait la face », ce qui est toujours très dangereux. Voilà pourquoi, dans les affaires de Schanghaï, très poliment, mais très fermement, le Japon a opposé son *Non possumus* aux sommations de la Société des Nations. Il renoncerait à son titre de membre de la Société plutôt que de permettre à celle-ci de s'ingérer dans un genre de questions où il entend garder entière sa liberté d'action. De fait, la Chine de Nankin a cédé et l'armistice a été signé le 5 mai dernier.

Mais toute différente est la question de Mandchourie. Le Japon a souffert de la propagande bolchéviste. Il en a souffert surtout en Corée, où c'est par dizaines de milliers que l'on comptait les communistes. Il en a souffert au Japon même, quoique dans des proportions numériques moins fortes. Le communisme se recrute, là comme partout ailleurs, parmi les déclassés universitaires, — le bolchévisme est ainsi la rançon de la science érigée en idole, — et parmi les ouvriers aigris. Heureusement pour lui, le Japon réagit avec une force irrésistible contre la propagande russe. Les rafles faites contre les communistes au Japon ont révélé leur organisation et leurs rapports avec Moscou, leurs visées révolutionnaires aussi. Le Japon tout entier frémit d'horreur à la pensée que les communistes, affidés de Moscou, ne reculaient même pas devant la pensée sacrilège par excellence : un attentat contre l'empereur ! Immédiatement *l'enseignement matérialiste fut interdit*, comme destructeur de la morale, de la famille et du patriotisme. La volonté du Japon de réagir de tout son pouvoir contre l'invasion bolchéviste s'est donc nettement et puissamment affirmée.

Or, la restauration d'une dynastie mandchoue répond exactement au besoin que le Japon a de créer, autour de la Corée, un rempart contre le bolchévisme. C'est une création voulue, réfléchie, et qui sera défendue, quoi qu'il en puisse résulter. Le Japon se regarde à bon droit comme menacé par une Chine anarchique en voie de bolchévisation totale. Il voit que la Chine nationaliste du sud, qui ne lui est guère sympathique, est impuissante à rétablir l'unité chinoise : il élève donc une citadelle de l'ordre, dans le rayon le plus proche de son influence. La Mandchourie est le lieu de rencontre nécessaire des deux puissances opposées : la puissance d'ordre et de civilisation qui est le Japon, et la puissance de destruction et de révolution qui est la Russie.

A vrai dire, la Russie cache son jeu le plus possible. En Mandchourie, pendant longtemps elle n'a agi que par personnes interposées : généraux chinois ou chefs de brigands et d'irréguliers. Les Soviets protestaient de leur innocence, mais on ne pouvait douter que l'argent, les munitions, les hommes chargés d'agiter la Mandchourie ne vinssent de chez eux.

Le Japon a voulu rétablir l'ordre en Mandchourie. Il est intervenu pour protéger ses nationaux et leurs intérêts. Il savait qu'il prêterait le flanc à une accusation des communistes devant les membres de la III[e] Internationale du monde entier. Mais il n'a pas hésité. Il a dénoncé, du reste, les préparatifs militaires des Soviets en Extrême-Orient. L'U. R. S. S. n'avait encore, il est vrai, en avril dernier que 70.000 hommes à proximité de la Mandchourie. Mais d'autres informations plus secrètes et connues des initiés établissent que d'importants préparatifs sont en cours. Depuis février, la Russie engage en Allemagne, à un prix élevé et avec un contrat de deux ans, des officiers généraux en retraite, des spécialistes des transports, de la motorisation, de l'aviation et des gaz. Elle engage aussi des ouvriers spécialisés dans la fabrication de l'ypérite. Les journaux ont annoncé qu'une usine à gaz de Kazan avait fait explosion et que 120 ouvriers avaient été blessés : il s'agissait de l'explosion d'obus, qui ne sont certainement pas destinés à des travaux pacifiques. On sait aussi que les Russes poussent activement la fabrication d'appareils d'aviation de bombardement et de mitrailleuses. Bref, des indices convergents prouvent que la Russie songe à une guerre. Cette guerre, c'est avec le Japon qu'elle l'envisage. Le Japon ne provoquera pas. Mais nous sommes avertis officiellement qu'il ne restera pas indifférent à une intervention russe en Mandchourie. Tout de même qu'une guerre entre la France et l'Allemagne pourrait s'allumer en Pologne, ainsi la guerre entre la Russie et le Japon s'allumera en Mandchourie. On est à la merci d'un incident de frontières, le jour où les dirigeants russes seront décidés à attaquer.

Si le conflit éclate, il est aisé de savoir où il conduira. Le précédent de 1904-1905 est connu. Le Transsibérien n'a pas augmenté sa capacité de transport. Ce n'est pas avec 70.000 hommes que l'on engage une guerre moderne, et si l'on veut en amener des centaines de mille, cela ne peut se faire en secret et ce n'est pas avec seize trains par jour que l'on peut alimenter une grande armée et entrer en conflit avec une grande nation de

86 millions d'habitants (Corée et Mandchourie comprises), disposant d'une armée justement réputée et dont l'orgueil national n'admettra jamais une défaite.

Conclusion : Le Japon entend maintenir de la façon la plus absolue la tranquillité et la sécurité du nouvel Etat mandchou. Cette tâche suffit à son ambition immédiate ; il ne la compliquera pas inutilement en attaquant la Russie. Cette dernière, à moins de perdre toute prudence et toute raison, n'attaquera pas non plus officiellement et ouvertement le Japon. Les maîtres de l'U R. S. S. n'ignorent pas qu'ils maintiendront leur pouvoir indéfiniment peut être par la paix, mais qu'une guerre malheureuse serait leur mort, comme elle fut celle du régime tsariste. Cependant il pourrait arriver que le Japon, occupé ailleurs, ne puisse pas déployer toute sa puissance et que la Russie ait ainsi une bonne occasion de le prendre à revers. Et c'est pour cela que la Russie se prépare.

On peut imaginer en effet soit une intervention chinoise en Mandchourie (sous l'impulsion secrète de la Russie), non pas de la part de la Chine de Nankin, mais de la Chine anarchique et bolchéviste de Tchou-Té, — soit une intervention de la Société des Nations en faveur de la Mandchourie ou de la Chine contre le Japon, — soit enfin une intervention de l'Amérique protectrice de la Chine nationaliste. Ce n'est pas sans raison qu'une Revue a écrit : « La Maison Blanche attend un tremblement de terre à Tokio. » Elle n'est pas seule à l'attendre : la Russie l'attend aussi.

Quelle doit être l'attitude des puissances civilisées à l'égard du Japon ? Il n'est pas douteux que celui-ci représente l'avenir de l'ordre et de la civilisation en Orient. Nous ne pouvons pratiquer ni l'hostilité, ni l'abstention Il n'y a qu'une attitude logique : la sympathie. « Elle se justifie pleinement : le Japon défend la civilisation ; il est venu, volontairement et avec une persévérance remarquable, à cette civilisation telle que nous l'avons comprise ; il en assume les charges, les obligations et en respecte les engagements. Nous n'avons à ce titre rien à lui reprocher. Dans le conflit entre la civilisation et le bolchévisme moscoutaire, il se trouve à l'avant-garde : il a le droit de ne pas être entravé ou combattu. Ce n'est pas à nous de contrarier son action. »

Telle était la conclusion de l'article anonyme de la *Revue des Deux Mondes*. Mais la *Croix* du 29 juin nous apporte une *Lettre des évêques chinois à la Commission d'enquête de la S. D. Nations* qui présente les choses sous un jour bien différent. Cette lettre affirme que l'image de la Chine présentée en Europe est violemment exagérée en noir ; que la principale cause des désordres que l'on y remarque est justement la rivalité acharnée des puissances intéressées : Russie, Japon, Amérique ; que ce sont les attaques du Japon qui jettent les Chinois, par désespoir, dans les bras du bolchévisme ; que les procédés du Japon, contraires aux lois internationales, ne sont que des procédés d'envahissement injuste, par l'emploi de la force brutale, et qu'ils soulèvent la réprobation unanime des Chinois.

Cette *Lettre* des évêques chinois, avec la touchante et naïve confiance qui l'anime envers la *Société des Nations*, est évidemment un document extrêmement grave et qui est de nature à renverser toute l'argumentation de l'article analysé ci-dessus. — Et cela prouve encore mieux le formidable désarroi qui règne sur notre malheureuse planète, et combien il est difficile de savoir de quel côté sont le droit et la justice...

VI

Puisque nous avons commencé de faire le tour du monde et que nous voici parvenus au Japon, achevons notre voyage et passons le Pacifique. Nous arrivons en Amérique ; prêtons l'oreille à ce qui se dit ou se chuchote là-bas. Certes, les Etats-Unis ont assez le désir de se donner actuellement comme le premier peuple du monde. Ils en sont le plus riche, ils détiennent le plus gros stock d'or, ils produisent le plus. Mais ce peuple veut encore être le plus sage, celui qui donne ou qui impose ses conseils aux autres, celui qui dicte à l'Europe et en particulier à la France sa manière d'agir et lui envoie de temps en temps des algarades qui, sous une forme plus ou moins déguisée, ont un air d'ultimatum.

A première vue, un tel peuple doit être à la fois prospère et heureux, tranquille et optimiste. Tout lui sourit. On ne voit pas pourquoi il verrait l'avenir en noir et participerait à cette sorte de neurasthénie générale que nous voyons s'étendre sur les peuples. Et pourtant, il n'échappe point à la loi commune. Le matérialisme est maudit ; la civilisation bâtie sur lui et sur la science purement matérielle est arrivée à une impasse : elle s'aperçoit qu'elle a tout... tout, sauf *l'unique nécessaire !*

Et c'est ce que fait fort bien remarquer la revue américaine *The Commonweal*, dans son article éditorial du 15 juin, sous ce titre : *The necessary thing*. Nous voudrions l'analyser sommairement ici.

Il y a aux Etats-Unis un écrivain politique très brillant qui signe Jay Franklin. D'après ce publiciste remarquable, les deux grands partis qui se partagent le pays et qui vont s'affronter aux prochaines élections présidentielles, — les *Républicains* et les *Démocrates*, — ont envoyé leurs meilleurs observateurs à travers le pays, des deux quartiers-généraux de Washington et New-York. Et ils ont appris que le peuple voit venir la prochaine élection présidentielle avec une étonnante et profonde indifférence. Au milieu de la troisième année de la plus désastreuse dépression économique de l'histoire américaine, parmi les catastrophes financières les plus graves et les plus inexcusables, un peuple de plus de 120 millions d'habitants, traînant derrière lui ou plutôt

avec lui de 6 à 8 millions de chômeurs, demeure inerte et muet. En vain les hommes politiques vont-ils de cercles en cercles en prononçant de sinistres et imprudentes prédictions. On pourrait croire que ce grand peuple devrait s'intéresser passionnément à la vie politique et attendre son salut de quelque bouleversement profond des programmes et du personnel conducteur. C'est dans des conditions à peine aussi pressantes et aiguës que la Russie s'est jetée dans les bras de la IIIe Internationale, que l'Allemagne a enfanté l'Hitlérisme et plus récemment la réaction des Junkers, que l'Angleterre s'est donné un gouvernement national, que l'Italie a engendré le fascisme, que l'Espagne a chassé son roi. Et pourtant les Etats Unis donnent l'impression d'une stupidité, — au sens latin, — politique et d'une apathie sans égales. A part ceux qui sont directement intéressés par le désastre économique ou le chômage, l'immense majorité des votants ou de ceux qui sont qualifiés pour donner le ton aux électeurs ne songent qu'à la saison de baseball, aux amusements en vogue ou au bébé de Lindberg. Il n'y a pas de parti de protestation. Ni le progressisme, ni le socialisme, ni le communisme ne sont sérieusement achalandés. A la veille de la campagne présidentielle, on n'aperçoit aucun mouvement radical, aucune personnalité ne possède un magnétisme capable d'entraîner les masses.

Les politiciens sont tout de même un peu affolés de cette inertie du public. Ils se demandent anxieusement ce qu'elle signifie ou ce qu'elle recouvre. Les conservateurs s'apprêtaient à dresser un « épouvantail radical, » c'est-à-dire « le péril rouge, » en face de tout candidat libéral ou de tout programme progressif. Les libéraux, de leur côté, s'attendaient à soulever des vagues d'enthousiasme au moyen des diverses panacées par lesquelles ils se font forts de faire échouer le fameux plan quinquennal ou de triompher des difficultés économiques de l'heure.

Il faudra sans doute remiser tout cela. La dépression politique fait pendant, aux Etats-Unis, à la dépression économique. Il n'y a pas plus de vues précises chez les maîtres de la politique que chez les guides de la vie économique. Et dans le peuple, ce qui cause l'étrange apathie que tous constatent, c'est un manque de confiance et de foi : l'on ne croit plus à la politique et l'on ne croit plus aux méthodes des économistes !

Il y a chez les Américains une disposition très répandue, très enracinée, bien qu'inexprimée et en partie subconsciente, à se détourner des politiciens et à les condamner en bloc, racine et branches. Ce sentiment de la futilité et de l'inadaptation de nos présentes méthodes politiques est loin d'être aigu. Il n'est pas encore susceptible d'être utilisé comme une base ou comme force propulsive d'un changement radical dans les institutions politiques. Cela ne veut pas dire pourtant que des explosions telles que celles qui ont fait naître le régime communiste ou qui ont conduit l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et même l'Angleterre à des formes de gouvernement fortement centralisé qui ressemblent à la dictature, soient invraisemblables même aux Etats-Unis. Les éléments fondamentaux qui produisent ces bouleversements politiques dans les autres pays existent aux Etats-Unis ; ils sont à l'œuvre d'une façon souterraine ; ils conduiront aux mêmes résultats, à moins que de promptes réformes, — c'est-à-dire des changements légaux et non révolutionnaires, — ne viennent en arrêter l'activité.

Toute la question est donc de savoir si de telles réformes pourront être accomplies, s'il se trouvera des chefs assez convaincants et assez pénétrants pour arracher la masse à son dégoût et à son découragement et pour l'empêcher de prêter l'oreille aux apôtres de la Révolution. Le moins que l'on puisse craindre, c'est que le corps politique, dans sa lassitude des maux qui l'accablent et que nul n'a su prévoir ou prévenir, ne se livre aux plus dangereuses expériences. Nous le disions plus haut : le peuple est en politique comme en médecine ; si les médecins gradués et autorisés ne guérissent pas, il s'adresse aux charlatans ! Et souvent même il va au charlatan d'abord et ne revient au médecin légal qu'après de douloureuses expériences,... à moins que la mort n'ait fait son œuvre auparavant !

On commence à s'apercevoir, — on commence seulement, et il ne faut pas surestimer les signes de cette clairvoyance tardive — de la nécessité des *facteurs moraux*. Il est en effet très remarquable que la dernière encyclique du pape ait rencontré aux Etats-Unis un accueil aussi chaleureux et une approbation aussi générale. A la demande d'un sénateur, le document pontifical a été introduit, par un vote unanime, dans le procès-verbal des séances du Sénat, afin que tous les membres de la haute Assemblée puissent avoir le texte en mains. On se souvient que Pie XI déclare, dans cette Encyclique, que l'humanité dans son ensemble doit se repentir de ses péchés de cupidité, d'orgueil et d'impérialisme national avant qu'il puisse se produire une amélioration dans les conditions actuelles de la vie. Or, l'un des principaux organes de la pensée protestante, *The Christian Century*, non content de saluer chaleureusement et joyeusement cette lettre du Saint-Père, a fait appel à tous les chefs du protestantisme libéral pour collaborer à la réalisation du plan pontifical. Des prédicateurs protestants ont spontanément fait écho à la voix du pape en conviant leurs auditeurs à la reconnaissance de la loi divine. Ainsi le Dr Macon, dans l'église épiscopalienne de Saint-Barthélemy, à New-York, a déclaré avec force qu'il y a eu une apostasie générale des peuples. « Quel homme d'Etat, a-t-il dit, quel Congrès, quel Parlement, quelle Ligue a eu la foi et l'humilité de dire : *Ce monde appartient à Dieu ?* » Le même jour, le Dr J. W. Houck disait dans la chaire de l'église congrégationnaliste des Pèlerins à New-York :

« Du Vatican est venue une note qui sonne d'un accent sincère et vrai pour toute oreille délicate. La maudite soif de l'or, le sordide égoïsme des individus, le nationalisme exagéré, telles sont, suivant le message du pape, les causes principales de l'inquiétude universelle. Nous avons péché comme nations et nous devons confesser notre péché et chercher de nouvelles lumières pour notre conscience et pour la conduite de notre vie. Nous avons le devoir, en tant que protestants, d'être reconnaissants envers le courage du chef d'une autre foi. Nous avons le devoir de considérer la voix qui vient du Vatican comme la voix même du bon sens, mieux que cela, comme la voix d'un vaillant prophète de Dieu. »

Ce ne sont là que des signes, encore bien faibles, bien isolés, d'une intelligence nouvelle de la vie humaine. Le retour aux forces morales, aux forces religieuses trop oubliées et trop négligées dans notre âge, voilà l'unique nécessaire, et aussi longtemps que le monde ne l'aura pas compris, nous ne sortirons point de l'ornière où nous sommes embourbés, attelages, voitures et conducteurs !

VII

De l'influence énorme de ces facteurs religieux dans la vie d'un peuple, de la force de patience, de paix intérieure, de sérénité dans l'épreuve qu'ils peuvent communiquer, nous trouverons un exemple dans un petit pays très catholique, qui est au nombre des plus durement éprouvés aujourd'hui, et cependant des plus calmes et des plus fiers dans son malheur : nous voulons parler de la Hongrie.

Ce pays, nous le verrons par les yeux du P. Pierre Delattre, qui intitule son étude : *La vie catholique en Hongrie* (dans la revue *Le Christ-Roi*, de mai-juin 1932).

Entre la Hongrie et nous, il y a au moins un lien, celui du culte de S. Martin, si populaire dans notre France, et dont la Hongrie possède le berceau. A vrai dire, le lieu exact de ce berceau est discuté. Les probabilités sont pour la ville actuelle de Szombathely, l'antique *Sabaria Pannoniorum* [1]. Dans la cité, la fête du saint est extrêmement populaire. Cette région de la Hongrie célèbre donc le 11 novembre comme la France, mais pas pour les mêmes raisons.

Aujourd'hui, Szombathely est une agréable petite ville de province, qui compte 35 000 habitants. La vie y est calme et sage. Tout y est ordonné et propre. Toute la région alentour est l'une des plus religieuses de l'Europe centrale et du monde. Les missionnaires qui prêchent dans la région sont unanimes à cet égard : le pays de S. Martin est « une terre sainte. » Dans ce diocèse, les séminaires sont toujours pleins ; on n'y accepte aucun candidat sans le baccalauréat, et il y a toujours un surplus de vocations.

« Hier, 2 août, écrit le P. Delattre, je suis allé deux fois à l'église des Franciscains. C'était la Portioncule. A quelque heure du jour que ce fût, il était presque toujours impossible de trouver où s'asseoir dans l'église. Tous les confessionnaux étaient assiégés. Les Pères, — contraste intéressant, — avaient dû faire appel au concours du clergé séculier. A la cathédrale, spectacle identique autour des confessionnaux ; on en avait même installé un, de fortune, presque sous la chaire. Agenouillée sur la dalle ou debout, la foule se pressait, attendant son heure d'entrer dans les armoires vitrées que sont « les tribunaux de pénitence ». On a dans de tels pays l'impression d'une magnifique unanimité. Les citoyens communient littéralement dans la même foi. De tels spectacles ne se retrouvent plus chez nous que dans certaines régions privilégiées : Bretagne, Loire et Haute-Loire, Vendée, Pays basque, etc.

Les classes sociales se coudoient autour de la chaire ou de la sainte Table, vieilles femmes du peuple, pauvres et lasses, jeunes filles en toilette fraîches, à la mode de Paris, enfants, hommes mûrs. Tout le monde est recueilli, tout le monde prie. Le conformisme ne nuit d'aucune façon à l'individualité spirituelle. Le policier qui est chargé de l'ordre au fond de l'église prie lui-même de toute son âme. Humbles vies que la religion, la grande religion de l'Evangile et des grands mystiques, illumine et soulève ! Quelle différence entre ces ascensions silencieuses et ardentes et les mesquines préoccupations des foules matérialisées que nous donnent l'instruction *laïque* et le culte de l'argent !

« Le premier vendredi du mois, je pus de nouveau m'édifier de la piété vraie et profonde de ce peuple. A huit heures du matin, l'école populaire arrive. La ville de Szombathely, comme tous les villages que j'ai traversés depuis Rotenturm, regorge d'enfants. Nous sommes en vacances, il est vrai, ils se montrent en liberté. Mais il en sort de partout, conduits par un maître ou une maîtresse. C'est un spectacle auquel l'Allemagne catholique elle-même ne m'a pas habitué. Tous ces petits, garçons et filles, sont endimanchés tout de blanc et l'on ne reconnaît pas en eux les marmots à peine vêtus d'une culotte, par ces fortes chaleurs, bras et jambes nus, brûlés par le soleil, qui animeront tout à l'heure rues et places. Je ne puis m'empêcher d'admirer le silence de cette bande, moi qui en ai connu de si houleuses à Mayence, où la visite de la cathédrale par nos petits lycéens se terminait presque fatalement par des jeux de cache-cache derrière les piliers... »

On devine ce que doit être le dimanche dans un pays comme celui-là. On se retrouve en plein moyen-âge : l'église devient le corps vivant du pays. La cathédrale, les quatre églises paroissiales, les chapelles des Ordres religieux se remplissent à chaque messe. Et tout le monde vibre d'un même amour pour le Dieu qui nous a donné son Fils comme Ami, comme Guide et comme Sauveur. Un souffle d'idéal passe sur ces foules pour qui la vie est dure ! Elles oublient auprès de Dieu et dans la grande pensée des transformations inénarrables de la future patrie les misères utiles et sanctifiantes de cette « vallée de larmes. »

En somme, tout le monde pratique, dans ce pays ; il n'y a pas de dissidence. « Ici, plus encore

[1] A Szombathely la tradition fait naître S. Martin dans un faubourg de la ville, établi sur l'emplacement de l'ancien camp romain. C'est là qu'aurait été bâtie, en son honneur, la première église. Dans l'église actuelle des Dominicains ce souvenir est conservé dans une chapelle latérale au chœur où on lit cette inscription : « *Hic natus est divus Martinus episcopus.* » En 1913, la cathédrale de Tours a envoyé à Szombathely une belle relique du saint.

qu'à Budapest, remarque le P. Delattre, je suis frappé de voir les prêtres salués par tout le monde : gendarmes, policiers, soldats, même par les officiers... » Le salut ordinaire est, comme en beaucoup de régions catholiques, par exemple notre Alsace : « Loué soit Jésus-Christ ! »

On le reçoit à tout instant et de tout le monde. Rien n'est plus beau que cette oraison jaculatoire transformée en signe de politesse entre les chrétiens.

Un trait bien médiéval encore qui se remarque en Hongrie, c'est la persistance du *patronat* pour la nomination des curés. Ainsi, au diocèse de Szombathely, presque toutes les paroisses sont à la nomination de patrons laïques ou ecclésiastiques (couvents ou collèges). Ce sont en général de grands propriétaires terriens qui exercent les prérogatives de patrons. Des princes : Batthyany, Franz de Bavière, Esterhazy, Festetich ; des comtes, des abbayes bénédictines ou cisterciennes, des communes, ou bien ceux qui ont acheté, hérité ou confisqué les biens auxquels était attaché le patronat, continuent à nommer les curés ou plus exactement à les présenter à l'autorité épiscopale. Il y a même des juifs qui, pour avoir acheté des biens de cette nature, sont en possession du droit de patronat. Cela rappelle le temps où en France tant de seigneurs calvinistes étaient en possession de nommer des curés catholiques, à l'époque de nos guerres de religion. Il paraît, du reste, que les rapports sont plus faciles avec les patrons juifs qu'avec les patrons catholiques, en raison des charges qui grèvent le patronat. C'est que ce droit est plus onéreux que l'on ne s'imagine. Les patrons y renonceraient volontiers ; l'Eglise hongroise au contraire insiste pour que le patronat soit conservé, et ce sont les évêques qui en demandent le maintien à Rome. Les patrons ont à leur charge la moitié des frais de reconstruction ou de réparations des églises et des presbytères. Supprimer le patronat serait donc, dans la situation financière actuelle, une véritable catastrophe. Les églises sont déjà pauvres ; elles ne pourraient plus se suffire. Visitons par exemple le séminaire. Il est étroit et modeste ; les séminaristes couchent en dortoirs avec alcôves, ils étudient dans des salles communes. Jusqu'à ces dernières années, il était gratuit ; la maison avait des revenus et se suffisait. Maintenant on est obligé de demander une rétribution aux parents des élèves. Mais on vit pauvrement. Le Recteur n'a que le maigre traitement des professeurs, bien qu'il soit à la fois professeur et recteur. Il y a, — pour ce diocèse qui ne compte plus depuis la guerre que 110 paroisses et 268 prêtres, — soixante séminaristes, sans compter vingt étudiants qui font des études supérieures soit à Rome, soit à Vienne, Budapest ou Innsbruck.

A une heure où il est beaucoup question en France de gratuité de l'enseignement secondaire, il est curieux de noter que la catholique Hongrie a depuis longtemps réalisé cet idéal ; seulement elle l'a réalisé dans l'intelligence de la nécessité d'une formation morale et religieuse pour la jeunesse. Ce sont les Prémontrés qui depuis 1810 dirigent le gymnase de Szombathely, fondé autour de 1800 et qui compte actuellement 300 élèves. Il n'y a pas de chapelle dans l'établissement, *qui n'est qu'un externat*, si bien que les maîtres conduisent leurs élèves aux offices de la cathédrale. « Je ne saurais, déclare le P. Delattre, exprimer l'émotion ressentie à la vue de cette masse d'enfants de 10 à 18 ans, debout ou agenouillés sur la pierre dans l'immense transept, chantant de tout leur cœur et manifestant par leur tenue comme par leur piété un sentiment religieux que je n'ai encore remarqué nulle part, à ce point et à cet âge. » On déplore de n'avoir pas les moyens financiers de construire un convict ou une maison de famille pour recevoir les enfants qui habitent au loin. C'est l'Etat qui fournit à la maison une subvention proportionnelle au nombre des élèves, en sorte que l'instruction et l'éducation sont absolument gratuites.

En France, la gratuité ne nous est proposée qu'avec deux conditions écrasantes et inadmissibles : 1° les parents renoncent à leur droit de direction et cèdent à l'Etat, représenté par des commissions de professeurs, le privilège de l'orientation des enfants vers leur avenir ; c'est le début d'une socialisation des enfants ! — 2° Les consciences catholiques qui ne seront point satisfaites de l'enseignement d'Etat devront payer deux fois, une fois comme contribuables pour assurer la gratuité du lycée, une seconde fois comme catholiques pour assurer un enseignement pleinement catholique à leurs enfants dans les collèges libres. En d'autres termes, on dresse contre nous le monopole du mur d'argent ! On achète les consciences ! On nous fait payer cher l'usage de la liberté, et cela au pays de la liberté !

Notons, en terminant, ces lignes du P. Delattre sur l'état d'esprit des populations si catholiques qu'il a observées en Hongrie, en ce qui concerne la crise économique actuelle :

« Franc et cordial, écrit-il, a été partout ici l'accueil par le clergé, les Ordres religieux, les chefs de l'action catholique. Au fond de toutes ces âmes, on sent pourtant la blessure faite par le traité de Trianon. De cette douleur, immense comme la mutilation de leur patrie, privée des deux tiers de son domaine millénaire, de la misère indicible qui anémie leur peuple appauvri, on ne m'a rien caché. A ces plaintes, j'ai d'autant mieux prêté l'oreille que *leur ton humain et résigné contrastait davantage avec les récriminations d'une ambition déçue et révoltée qu'on entend trop souvent ailleurs*. Pourquoi dissimulerais-je la sympathie que cette condition imméritée dans une atmosphère si profondément catholique a réveillée dans mon âme ? N'est-ce pas pour la défense de l'Europe que ce « peuple béni, sauveur de l'Occident » (Michelet), a jadis compromis à jamais sa propre existence en versant pour nous le plus pur de son sang ? »